



Note politique du 1^{er} mai 2025

EQUILIBRE et 600 MILLIARDS PLUS : deux projets critiques pour LR.

Didier Dufau

Nous avons proposé deux programmes forts en vue des prochaines élections. Le programme EQUILIBRE de reconquête municipale des grandes villes de France et le programme 600 MILLIARDS PLUS pour les élections présidentielles et législatives. Cette note donne diverses précisions sur ces projets.

I- Le projet EQUILIBRE

a. Pourquoi avoir choisi le nom EQUILIBRE pour le programme de reconquête municipale ?

Tous nos programmes sont puissants et marquent des ruptures profondes. Ils doivent donc être équilibrés pour ne pas verser dans l'autoritarisme et l'esprit partisan. Il s'agit de rendre possible ce qui est nécessaire. Pas d'imposer, comme pour les coalitions Vertes et socialistes, accompagnées par l'extrême gauche antidémocratique, la brutalité parfois sordide d'une idéologie. Loin des **quatre M** des coalitions arc-en-ciel, « Mensonges, Mépris, Malveillance, Malfaisance », nous voulons être offensifs sans être offensants.

EQUILIBRE signifie ouverture politique : ses programmes doivent être la base de discussion pour la formation de coalitions. Les accords purement politiques sans programme ne sont que ruine de la République et des partis. On doit s'unir pour agir et bien définir avant de signer un accord quel sera le détail du programme à mettre en œuvre. Nous ne nions pas la part féodale et des intérêts personnels dans la vie politique, notamment locale. Nous ne nions pas plus la tentation de l'homme providentiel et de la belle image médiatique qui sait séduire. Mais ne compter que sur la Com' et les petites combinaisons d'arrière-salle ne fait que dégoûter l'électorat. « Ils ne pensent qu'à leurs petits intérêts et places ». Il faut pouvoir dire à l'électeur : « nous visons les objectifs suivants. Si vous êtes d'accord nous rendrons des comptes sur leur réalisation ».

EQUILIBRE signifie aussi que nous n'avons pas d'ennemis de principe dans la population, contrairement à nos adversaires qui ne cessent d'avertir que tel ou tel

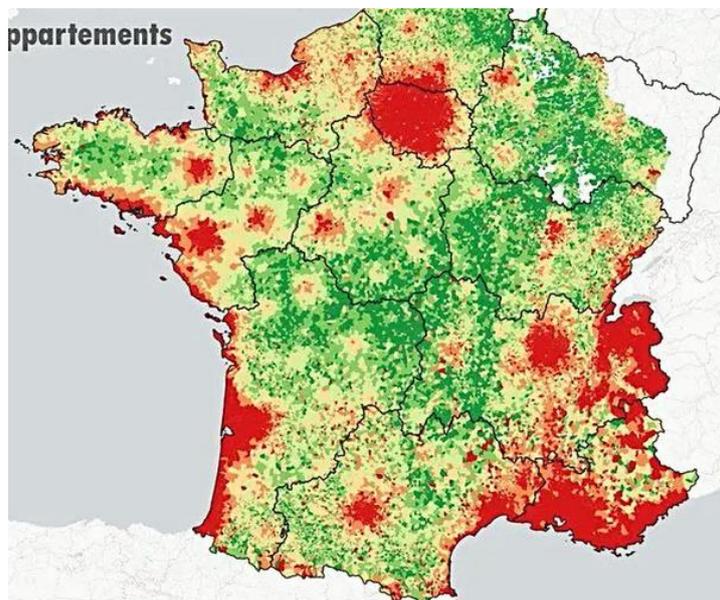
groupe « a du souci à se faire ». Naturellement il peut surgir des conflits d'intérêts, de vision, de sentiments. Ils seront traités de façon arbitrale et équilibré.

EQUILIBRE signifie en particulier que sur les questions de circulation, l'approche ne sera pas hystérisée. Un équilibre sera recherché entre les différents modes souhaités par la population. Avoir utilisé le vélo pour frapper les automobilistes sans nécessité est l'exact inverse de ce que voulons faire. Toutes les mesures sciemment vexatoires, ciblées contre tel ou tel, seront immédiatement abolies. C'est naturellement vrai pour toutes les questions qui touchent à l'écologie. Il existe une aspiration écologique légitime que nous reprenons à notre compte. Mais elle ne justifie pas les sottises et les provocations.

EQUILIBRE suggère que toutes les questions sociétales seront traitées avec le désir de mettre fin à des actions militantes souvent odieuses et anti-démocratiques mais sans ignorer les aspirations légitimes de telle ou telle partie de la population.

b. Pourquoi le choix jusqu'ici délaissé par LR, de cibler les grandes villes et la Capitale ?

Le tableau ci-dessous donne la réponse. Où se forme la valeur en France ?



Ce tableau donne la répartition de la valeur des appartements dans toutes la France (moins, curieusement l'Alsace et la Lorraine, qui semblent être considérées désormais comme purement européennes et hors de France).

On notera la prévalence de la mer et de la montagne dans la fortune de la France. Elles attirent les retraités et les investisseurs du monde entier.

Surtout, on comprendra à partir de ce tableau que 80% de l'augmentation de valeur ajoutée se fait en France dans les grandes villes et leur environnement proche. Cette réalité n'est pas prise en compte par le milieu politique qui en est resté à « Paris et le

Désert Français », le livre du sinistre géographe Gravier, qui a capitalisé sur la haine provinciale de Paris pour fixer dans les esprits des concepts complètement faux.

En abandonnant les grandes villes aux Verts décroissantistes qui cherchent la paralysie économique, les électeurs ont détruit des possibilités de croissance de la France entière, sans même s'en rendre compte. Si nous en sommes à la stagnation économique et à l'ambiance récessionniste qui prévaut depuis 6 ans, dans la France entière, c'est largement à cause de ce choix. Nous en avons un témoignage brûlant, celui du PDG de Safran, Olivier Andries, qui a déclaré courageusement qu'il n'investirait plus dans des villes dirigées ou dominées par les Verts ! Safran s'affranchit des Verts ! Le lien entre défaite économique et les Verts devient incarné. Il prenait exemple sur l'attitude répulsive de la ville de Rennes à son projet de création de 500 emplois. La maire de Rennes comme la maire de Nantes sont totalement liées à « l'écolo-terrorisme » mobilisant des extrémistes violents contre tout projet utile à la croissance. Il faut relancer le dynamisme des grandes villes et de la capitale pour relancer le dynamisme économique général. Celui qui ne comprend pas cela est un ignorant ! Il faut se défaire des réflexes acquis de méfiance pour la grande ville.

c. En matière de sécurité il faut absolument assurer un nouvel EQUILIBRE entre délinquance et forces de l'ordre

Inutile d'insister maintenant que partout les kalachnikovs sont de sortie et qu'on s'en prend directement aux agents pénitentiaires, alors que les attaques politiques contre les personnes dans les universités et les enceintes culturelles ont atteint de nouveaux sommets, pratiquement toujours dans les villes dont nous espérons la reconquête.

Qui encore se cache les yeux pour ne pas voir que se multiplient les manifestations de violences débridées, les meurtres ou assassinats devant les écoles, les vols répétées en bandes organisées, le car-jacking quotidien comme à Nantes, les ventes de drogues devant les maternelles et les guerres territoriales de bandes assises sur le narcotrafic ? Les villes où tout cela se développe à grande vitesse sont tenues par des Verts ou des Socialistes ralliés qui considèrent toute politique sécuritaire comme contraire à leur idéologie. On ne compte plus les maires Verts ou Roses qui ont dans une certaine mesure, par leur carence assumée en matière sécuritaire, les mains rouges du sang de leurs administrés. Un grand coup de balai est indispensable. Pas eux ! Pas ça !

d. La population prioritaire à reconquérir

Le journal Le Parisien, un journal depuis longtemps au service exclusif de la municipalité en place à Paris, un peu comme France-Soir était naguère le quotidien toujours gouvernemental, fournit un exemple parfait d'une attitude que nous devons comprendre et décourager. Il s'agit d'un article intitulé « Un dîner chez... ». En l'occurrence trois retraités Carole, son frère Cyril et Jean-Paul, le mari, logés dans le XV^e arrondissement. Pour eux « diminuer la place de la voiture va dans le sens de l'histoire », les transports en commun sont formidables, le vélo électrique épatant. « Ils sont séduits par la ténacité d'Hidalgo ». Bien sûr « c'est parfois le merdier au niveau de

la circulation ». Mais tant que le clafoutis aux poires reste délicieux, « ils seraient emmerdés que la gauche perde Paris ».

On dira que le Parisien fait lourdement la propagande de la municipalité avec des gros sabots et des témoins bien sélectionnés. C'est exact mais à côté de la plaque : ces gens votent et ils sont nombreux. Dans toutes les strates de la population des grandes villes le souci de verdure, l'acceptation de l'éviction des voitures, les soucis de santé publique, la bienveillance pour tous, du pigeon à l'immigré africain, exercent une certaine fascination. Qu'ils s'agissent de retraités soixante-huitards qui ont bénéficié de la retraite à 60 ans et des 35 heures, et ont marché à fond dans « touche pas à mon pote », ou ce l'on appelle les Bobos, des bourgeois plutôt aisés qui comprennent qu'on chasse des villes les activités polluantes (et les ouvriers correspondants) et qu'on protège des autres leur périmètre de vie (l'enfer c'est les autres), ou de jeunes formées à l'écologie par l'école et l'université, ces groupes représentent une force électorale importante. Lors des précédentes élections municipales, marquées par les débuts de l'épidémie de Covid, on a vu les préoccupations écologiques et de bien être prendre une place inhabituelle. Ce qui explique en partie le succès des Verts et l'échec de LR.

Les prochaines élections seront dégagées de cette circonstance très particulière qui a fait chauffer les peurs, généré une demande forte de protection et un soutien résolu aux préconisations du GIEC.

Aujourd'hui, le GIEC paie ses mensonges et ses exagérations et constate un retour de bâton qui lui est dommageable. Les gens ont vu ce que faisaient les coalitions dominées par les Verts, et le Covid est loin. L'évolution est favorable au changement de cap mais ne suffira pas pour reconquérir une bonne partie de ce segment électoral.

Il faut d'abord montrer notre accord total pour le besoin de santé et un soutien sans faille à la lutte contre les pollutions. Ces préoccupations sont légitimes et totalement assumées dans le projet EQUILIBRE. Le problème est justement que ces municipalités ont « créé le bordel » et gravement déséquilibré, par passion outrancière, la vie économique, culturelle et sociale de la ville. On propose un rééquilibrage, raisonnable et bien proportionné.

Nos adversaires n'ont pas cherché prioritairement à développer la lutte anti-pollution mais les luttes islamo-gauchiste et Woke. L'écriture genrée dite inclusive n'améliore ni les pollutions ni la santé publique, pas plus que les réunions excluant l'homme blanc hétérosexuel, pas plus que les salles de shoot et les mosquées aux pieds des immeubles.

Surtout, la destruction de prospérité, déchainée par des forces violemment anticapitalistes, ont fait chuter la croissance. Il faut rappeler à nos trois retraités que le clafoutis aux poires, c'est temporaire. Ils vont perdre 10% de leur revenu de retraite, 5 à 6% de plus avec la désindexation, encore plus avec les contraintes sur les propriétaires et s'ils sont locataires sur la hausse obligatoire des loyers du fait des réglementations écologiques démentielles. Ne parlons pas des possibilités de carrière de leur descendance ! Tout cela est dans les tuyaux.

Ils ont été des privilégiés qui font désormais du tort aux jeunes générations. Mais ils risquent d'être aussi victimes des blocages de circulation qui empêchent la bonne circulation des ambulances, des voitures de pompiers et des véhicules de police ou qui gênent sérieusement l'accès aux Hôpitaux.

De même, les bus c'est bien. Mais tous doivent savoir qu'ils circulent désormais à 4 km/h et sont boudés par les usagers avec 15% de passagers en moins l'année dernière à Paris. La suppression des voies de bus réservées pour les remplacer par des voies cyclistes a été une catastrophe. Conduire un bus à Paris est devenu odieux et les candidats commencent à manquer.

Alors attention : la bienveillance n'est pas là où pourrait la croire. Surtout quand les actes de malveillance s'enchaînent et que le pouvoir d'achat s'évapore.

Nous devons convaincre qu'il faut faire autrement, ce que propose le projet EQUILIBRE qui annonce parfaitement la couleur.

Bien sûr il faut éviter de se caler constamment sous le drapeau de la droââââtte, la seule, la vraie, l'authentique, la décomplexée, etc. Il s'agit de RAS-SEM-BLER toutes les catégories de votants souhaitant une politique équilibrée et enrichissante au cœur des grandes villes françaises en supprimant le « permis de tuer la ville » accordé un peu trop légèrement à des fanatiques dans un moment très spécial, marqué par la crise du Covid.

e. Nous avons défini dans des notes précédentes ce que seront les Plans d'espoir pour la ville (PEPV) et les Plan d'espoir par arrondissement (PEPA).

La prochaine étape sera, dès que les nouvelles instances de direction seront élues, de se battre pour que le nouveau président intègre EQUILIBRE dans le projet du nouveau parti à refonder. Ce sera difficile, tant les candidats déclarés à la présidence de LR sont enfoncés dans un provincialisme précautionneux vis-à-vis des grandes villes et frileux pour ne pas dire plus pour tout ce qui concerne la Capitale.

C'est là qu'il faudra que tous se mobilisent, pour qu'on ne retombe pas dans les querelles minables entre politiciens qui parfois, notamment à Paris, sont englués dans des affaires judiciaires.

Il faut créer une structure nationale de pilotage du projet EQUILIBRE et commencer au plus tôt le travail de mobilisation des militants et de communication auprès des grands médias et d'explication auprès du grand public.

II- Le projet 600 MILLIARDS PLUS

a- Un projet massif et révolutionnaire de reprise en main de notre économie

Si nous avons connu le gigantesque déclassement, dont est témoin le glissement du PIB par tête français, au fond du fond du trou, c'est à cause de **quatre cavaliers de l'apocalypse** :

- L'étatisme délirant et unique au monde, qui ne connaît que réglementations, taxations, subventions, et qui a fini par détruire l'Etat
- Le socialisme délirant qui fait de nous la proie de gratuités insoutenables, d'impôts concentrés sur les producteurs jusqu'à l'asphyxie, alors que les partisans d'une immigration sans limite ont fini par détruire notre modèle social, totalement saturé.
- L'écologisme délirant qui a choisi l'anticapitalisme, la dénatalité et la décroissance, en détruisant l'agriculture, l'industrie, le bâtiment, les travaux publics, avant de dévier vers le Wokisme qui cherche à détruire l'école et l'université.
- L'europhisme délirant, qui a vidé de sa substance le pouvoir politique national et poussé au gouvernement des juges. Il a de plus fait basculer l'Europe dans la dépendance aux associations faux-nez porteuses d'intérêts très concrets, avec des milliards de subventions et des chemins de carrière croisés entre politiques et ONG.

Le résultat est assez saumâtre. Il suffit de le constater sur ces classements internationaux du PIB par habitant. :

Données du FMI, 2017 ⁴			Données du CIA World Factbook, 2017 ⁵		
Rang	Pays ou territoire	PIB par habitant ^a	Rang	Pays ou territoire	PIB par habitant ^a
01	 Qatar	124 927	1	 Liechtenstein	139 100 (2009)
02	 Luxembourg	109 192	2	 Qatar	124 900
03	 Singapour	90 531	3	 Monaco	115 700 (2015)
04	 Brunei	76 743	4	 Macao	114 400
05	 Irlande	72 632	5	 Luxembourg	109 100
06	 Norvège	70 590	6	 Malouines	96 200 (2012)
07	 Koweït	69 669	7	 Singapour	90 500
08	 Émirats arabes unis	68 245	8	 Bermudes	85 700 (2013)
09	 Suisse	61 360	9	 Île de Man	84 600 (2014)
10	 États-Unis	59 495	10	 Brunei	76 700
11	 Arabie saoudite	55 263	11	 Irlande	72 600
12	 Pays-Bas	53 582	12	 Norvège	70 600
13	 Islande	52 150	13	 Koweït	69 700
14	 Bahreïn	51 846	14	 Émirats arabes unis	68 200
15	 Suède	51 264	15	 Saint-Martin	66 800 (2014)
16	 Allemagne	50 206	16	 Gibraltar	61 700 (2014)
17	 Australie	49 882	17	 Suisse	61 400
18	 Taïwan	49 827	18	 Hong Kong	61 000

La France est absente dans les deux classements

19	Danemark	49 613	19	Saint-Marin	59 500
20	Autriche	49 247	20	États-Unis	59 500
21	Canada	48 141	21	Arabie saoudite	55 300
22	Belgique	46 301	22	Pays-Bas	53 600
23	Oman	45 464	23	Guernesey	52 500 (2014)
24	Finlande	44 050	24	Islande	52 100
25	Royaume-Uni	43 620	25	Bahrein	51 800
26	France	43 551	26	Suède	51 300
27	Japon	42 659	27	Allemagne	50 200
28	Malte	42 532	28	Australie	49 900
-	Union européenne	40 891 ³	29	Andorre	49 900 (2015)
29	Corée du Sud	39 387	30	Taiwan	49 800
30	Nouvelle-Zélande	38 502	31	Danemark	49 600
31	Espagne	38 171	32	Jersey	49 500 (2015)
32	Italie	37 970	33	Autriche	49 200
33	Porto Rico	37 895	34	Canada	48 100

La France est la 26^{ième} place dans le classement FMI et toujours absente dans le classement CIA world. On la trouvera en 39^{ième} place...

Voici le classement de la France en 1971

Classement	Continent	Pays	Année	PIB nominal par habitant	Variation avec année précédente
1	Europe	Monaco	1971	13334 \$US	↑ 1236 \$US
2	Europe	Suède	1971	5125 \$US	↑ 396 \$US
3	Europe	Liechtenstein	1971	4856 \$US	↑ 594 \$US
4	Europe	Suisse	1971	4835 \$US	↑ 790 \$US
5	Europe	Luxembourg	1971	4435 \$US	↑ 137 \$US
6	Europe	Andorre	1971	4170 \$US	↑ 234 \$US
7	Europe	Danemark	1971	3846 \$US	↑ 381 \$US
8	Europe	Norvège	1971	3736 \$US	↑ 430 \$US
9	Europe	Pays-Bas	1971	3384 \$US	↑ 452 \$US
10	Europe	Islande	1971	3252 \$US	↑ 676 \$US
11	Europe	Allemagne	1971	3204 \$US	↑ 433 \$US
12	Europe	France	1971	3128 \$US	↑ 303 \$US
13	Europe	Belgique	1971	3083 \$US	↑ 317 \$US

Nous étions 12èmes juste derrière l'Allemagne.

Cette preuve du déclassement massif de la France est IN-DIS-CU-TABLE. C'est une **honte** pour tous les citoyens français. S'être engouffré derrière des démagogues pour ruiner le pays n'est pas à la gloire des gouvernants ni des électeurs.

b- A quoi correspondent les 600 milliards dans le titre de notre projet ?

Ce chiffre n'a rien d'artificiel. Il correspond au supplément de PIB annuel dont nous bénéficierions si nous n'avions pas laissé les forces d'appauvrissement s'exercer sans limite.

Le projet proposé a pour but de retrouver au plus vite ces 600 milliards perdus et **d'augmenter** à proportion le revenu des Français, étanchant ainsi la soif de pouvoir d'achat qui se manifeste au sein du pays et assurant à l'Etat les moyens nécessaires

pour que la France puisse tenir son rang et ses divers engagements intérieurs et extérieurs.

Ces chiffres paraissent colossaux mais ils correspondent aux gâchis colossaux que nous avons acceptés.

c- Le mécanisme de la ruine : quelques exemples

Nous avons dépensé, pour exactement aucuns résultats utiles, 330 milliards d'euros pour les éoliennes et autres énergies intermittentes et dont la production n'est pas corrélée aux besoins et donc gâchée pour l'essentiel. Le nouveau plan voté ces derniers jours annonce un gâchis identique de 300 milliards d'euros. Voici 600 milliards dépensés totalement en pure perte. On notera que l'actualité retentit des débranchements continuels de parcs d'éoliennes produisant à un moment où il n'y a pas de demande. Tout cela fragilise notre système de production et de distribution d'électricité. Après avoir ruiné nos finances.

Le général de Gaulle avait donné l'ordre à George Pompidou et surtout à Valéry Giscard de ne pas dépasser 32% du PIB pour l'ensemble des prélèvements. Ce pourcentage lui avait été soufflé par Jacques Rueff en qui il avait une totale confiance. Pompidou a tout lâché en mai 1968. Giscard n'a jamais voulu respecter la consigne et son septennat sera principalement fiscal. Ne parlons pas de Mitterrand et de ses successeurs. Ni de Macron qui, lui, est parti dans un trip de dépenses publiques totalement délirant, avec une montée folle de l'endettement. Ses deux quinquennats aboutiront sans doute à un supplément de 1 200 milliards de dettes, deux fois nos 600 milliards !

Revenir à un taux de prélèvement de 35%, à peu près dans la moyenne européenne, n'a rien d'extrême. On peut dire que nous visons la « normalité ». Revenir à la normale n'est pas un plan hystérique même si les montants à produire, et ceux des dépenses à éviter, pour y parvenir, paraissent colossaux.

Nous touchons ici l'essentiel du changement de cap que nous proposons : nous souhaitons **produire, produire, produire** ! Et créer annuellement lors du retour à la normale, 600 milliards de plus qu'aujourd'hui ! Notre plan n'est pas d'organiser des purges, de ruiner les gens, de casser notre système social. Arrêtons de nous présenter une hache à la main voire une tronçonneuse. Le but est d'enrichir tous les segments de la population qui travaille et la société tout-entière.

Jusqu'ici la démagogie étatiste, socialiste, européiste et écologiste a proposé de réduire la production, de gonfler prodigieusement les impôts et taxes, d'imposer des dépenses obligées d'un coût pharamineux, de créer des marchés administratifs quasi mafieux, et de transférer aux plus pauvres des miettes de subvention que l'Etat ne peut même pas payer sans emprunter. Depuis 1981, il n'y a jamais eu de rupture de cette attitude suicidaire qui arrive aujourd'hui à sa crise finale. Une des raisons majeures est sans doute que tous les partis de gouvernement ont été dirigés de facto par des hauts fonctionnaires ayant exactement les mêmes idées de gauche et la même formation. Quelle différence entre Rocard, Jospin, Fabius, Chirac, Copé, Philippe, Macron, Borne,

Castex, Villepin, Le Maire, Hollande, Moscovici, Royale, Lombard, Jouyet, Kohler et Cie ? Elle est Imperceptible. D'abord réglementer. Ensuite mettre un fonctionnaire pour édicter le règlement et l'affiner à l'infini. Ensuite mettre un fonctionnaire pour tout vérifier. Et se moquer des coûts pour les personnes visées et pour le pays chargé de payer, payer, payer, pour son bien ultime.

Toutes ces dépenses sont naturellement bien intentionnées.

Un ascenseur en mauvais état, saccagé par des populations immigrées peu soigneuses, tombe soudain et tue un passager. Il faut changer tout le parc des ascenseurs même ceux qui sont parfaitement opérationnels, pour éviter tout risque et au passage aider les malentendants et réduire les consommations électriques. Et hop voici un beau marché administratif qui ne correspond à aucune demande mais à des oukases de la bureaucratie ! Des milliers d'euros pour les copropriétaires. Les ascenseurs maltraités tombent toujours autant en panne, naturellement. Chut !

Un enfant se noie dans une piscine. Vite un règlement drastique qui invite à moderniser toutes les piscines à des coûts prohibitifs. Il y a toujours autant de morts d'enfants dans les piscines privées mais aussi en mer ou en rivière, comme dans les piscines publiques. Chut !

Les handicapés doivent avoir un accès facile à tout. On crée un nombre de places de parking réservées dont 99% sont inutilisées par des handicapés, 99% du temps. Récemment, un exercice de calcul a été proposé dans un collège : si on supprime 50% des places en question quel sera le taux d'occupation des places restantes. Ne répondez pas trop vite : le calcul est piégeux.

Pour rester dans l'actualité considérons le projet de loi qui propose des visites médicales pour les conducteurs « âgés ». Il s'agit d'imposer une visite médicale dans un endroit spécialisé à bientôt 20 millions de personnes tous les cinq ans. On va créer une organisation spécialisée pour accueillir ces 100 millions des visiteurs. Avec un coût complet d'environ 100 euros par visite, ce n'est qu'une petite dépense de dix milliards d'euros ! Formidable non ? Alors qu'on manque de médecins pour les soins quotidiens des Français.

En même temps, on va créer des lieux de suicide assisté, avec du personnel spécialisé. Encore un marché administratif formidable. A 5 000 assassinats par an, cela ne devrait pas être trop lourd dans les comptes de l'insécurité sociale.

Rappelons que depuis l'an 2000 le ministère de la santé cherche à créer un grand service public pour aller et revenir de l'hôpital. Comme on a fermé des centaines de centres de soins de proximité, il faut en effet parfois des heures de route pour aller et revenir de l'hôpital. Evidemment les taxis souvent médicalisés en province risquaient de perdre jusqu'aux deux-tiers de leur revenu ! Alors l'administration a reculé devant leur fronde violente, avant de retenter, avec les mêmes résultats, puis de retenter encore. C'est qu'on y tient au grand service administratif des transports hospitaliers. La gratuité coûte très cher. L'ambition de créer un nouveau service public aussi. Sans révolte des

taxis, ce serait fait depuis longtemps avec de superbes abus et un corps de fonctionnaires transporteurs inamovibles, syndiqués, prêts à des grèves « dans l'intérêt des malades » etc. Les Français ne sont même pas consultés. Cela se passe entre « petits hommes gris ». Bien sûr, si c'est gratuit, le passager sera bien content. La dette aussi !

Ne parlons pas du quatrième pilier de la sécu : le grand âge ! Les moyens manquent !

L'écologie et la peur panique impulsée par le Giec a permis de lancer en grand des marchés administratifs qui enrichissent des copains avertis (le capitalisme de connivence). On a rappelé les chiffres pour les Enr impilotables et déconnectées des besoins. Mais il faudrait compter les coûts de la crise du logement, de l'industrie, de l'agriculture. Des milliards d'euros, des dizaines de milliards, des centaines de milliards ! Pas de problème, on fonce.

Prenons un calcul simple : combien coûterait le remplacement du parc de voitures thermiques par des voitures électriques ? 40 millions de voitures avec un prix moyen de 40.000 euros à performance moyenne équivalente : 1.600 milliards ! Plus le changement de toutes les usines : 3 à 4 mille milliards. Avec les coûts de production et de distribution de l'électricité à prévoir, c'est un budget de l'ordre de 6 mille milliards ! Dix fois plus que notre projet à 600 milliards.

La folie normative de l'Union Européenne manipule aussi des sommes absolument folles.

La CRSD (Corporate Sustainability Report Directive) voulait imposer que toutes les entreprises cotées de l'Union, ainsi que toutes celles présentant un bilan de plus de 25 M€ ou un CA de plus de 50 M€, et 250 salariés au moins, publient un document normalisé appelé « rapport de durabilité » en même temps que leurs publications financières annuelles. Ce rapport contient environ 1 200 indicateurs allant des émissions carbonées à l'engagement en faveur des droits de l'homme, en passant par les politiques pour sensibiliser les clients à l'amélioration de l'environnement. La Cour des comptes, dans un rapport du 12 mars 2024, estime que 6 000 entreprises françaises sont concernées par l'obligation de « reporting CSRD », pour un coût moyen de **490 000 € par an et par entreprise ! soit près de 4 milliards d'euros par an.**

Quant à la CS3D (Corporate Sustainability Due Diligence Directive), adoptée par l'UE en juillet 2024, elle rend les entreprises responsables de toute atteinte à l'environnement ou **aux droits de l'homme** commise non seulement par elles-mêmes mais aussi par tout maillon de leur chaîne d'approvisionnement, voire par leurs clients, **avec des amendes pouvant atteindre... 5% de leur chiffre d'affaires** mondial. Il était prévu que toutes les entreprises européennes ayant plus de 1 000 salariés ou faisant plus de 450 M€ de CA mondial, ainsi que les entreprises extra européennes faisant plus de 450 M€ de CA dans l'Union s'y conforment d'ici 2029. Ici encore on joue sur des milliards d'euros de pénalités possibles, sans la moindre étude d'impact des conséquences sur la vie des entreprises. (Extraits de Climat et Vérité)

Ces deux mesures viennent d'être « suspendues ». Depuis les dernières élections européennes, la folie normative est moins bien vue.

d- Les méfaits de l'annualisation

Nous avons l'habitude de compter par tranche annuelle. Mais certaines décisions peuvent porter sur de nombreuses années avec des coûts cumulés démesurés. Et c'est le cumul qui compte, pas la tranche annuelle. Dans tous les exemples donnés plus haut il est tacitement décidé qu'on ne reviendra jamais sur la réglementation édictée. C'est le coût dans la durée qui compte.

On voit bien que lorsqu'il s'agit de réduire la dépense, on ne veut pas toucher à la bonne intention initiale, ni aux effectifs créés pour la servir. C'est la justification de la confirmation automatique des crédits votés à chaque discussion budgétaire. On ne parle que des dépenses nouvelles.

Dans les années qui ont suivi la destruction des accords de Bretton Woods et la chute de croissance correspondante, on discutait allègrement du Zero Base Budgeting. Reprendre ligne à ligne les dépenses et supprimer celles dont l'intérêt n'était pas confirmé. Cela n'a jamais marché en France du fait de la prédominance des hauts fonctionnaires dans les instances politiques. Casser l'édifice administratif construit sur des normes « utiles et nécessairement bienfaisantes » ? Jamais ! L'Enarchie se voit bienveillante. Aux abois, le premier Ministre Bayrou ressort ce petit diable de la boîte. Pour amuser le terrain. L'annualité permet de couper tout en tranches de saucisson plus comestibles pour l'opinion. Lorsqu'on se replace dans le temps longs les absurdités deviennent évidentes.

C'est spécialement clair avec les effectifs de fonctionnaires. On est passé de 3.900.000 fonctionnaires en 1980 à environ 5.800.000 en 2022, dernier chiffre publié. Aujourd'hui nous en sommes probablement à 6 millions. Quel a été le coût global pour le pays de ces disons 2 millions de créations de postes ? Le coût total annuel complet moyen d'un fonctionnaire est de l'ordre de 100.000 euros par an (salaire, bureau, etc.). En imaginant que la durée moyenne de vie restante après le recrutement soit de 60 ans, le coût global de ces recrutements massifs est $2.000.000 \times 60 \times 100.000 = 12$ mille milliards d'euros.

Vingt fois nos 600 milliards qui paraissaient démesurés ?

On s'effraie que la charge salariale des fonctionnaires publiques ait augmenté de plus de 6%. Alors qu'on parle de sauvetage budgétaire ! Ce n'est pas à ces 6% qu'il faut penser mais aux 12 mille milliards d'euros !

La situation est encore bien pire si on introduit maintenant dans le calcul le manque à gagner de valeur ajoutée provoquée par le choix de créer un poste de fonctionnaire plutôt qu'un poste de producteur.

Un salarié du privé dans l'industrie aujourd'hui doit produire à peu près 100.000 euros de valeur ajoutée annuelle pour être rentable, et souvent on essaie d'aller jusqu'à

150.000 euros. Pour 2.000.000 de postes, cela fait 200 à 300 milliards de valeur ajoutée par an, à multiplier par la durée de vie au travail disons 35 ans, on aboutit entre 7 et 10 mille milliards d'euros.

Le fait d'avoir préféré créer 2 millions de postes de fonctionnaire plutôt qu'autant de postes dans le privé commercial et industriel a un coût de 12 mille milliards (huit années de valeur ajoutée des entreprises) auquel s'ajoute un manque à gagner équivalent. La perte totale est de 20 mille milliards d'euros (15 ans de valeur ajoutée des entreprises). Comment s'étonner que nous soyons les champions des prélèvements et de la dette, et que tous nos services publics soient à l'agonie !

Certains constats sont ahurissants. La ville de Paris, qui se vide et atteint à peine plus de 2 millions d'habitants, emploie entre 53 et 58 000 personnes (les chiffres varient selon les sources et on a du mal à établir des statistiques fiables). Tokyo a 12 millions d'habitants, six fois plus que Paris et seulement 12.000 employés municipaux, 5 fois moins que Paris. On trouve à Paris **trente fois** plus d'employés municipaux par tête d'habitant qu'à Tokyo, exemplaire en matière de propreté et de sécurité. Aucun problème ? Non, non, tout va bien ! On pourrait aussi bien évoquer le cas du ministère de l'agriculture dont le ratio fonctionnaire par paysan actif n'a cessé d'augmenter depuis 50 ans. La prise en compte de la durée permet de mesurer l'impact de décisions absurdes qui ont été prises sans vraie réflexion depuis le début des années soixante-dix.

e- Les effets des systèmes monétaires défaillants.

Nous avons déjà traité de cette question dans nos précédentes notes. Il est clair que la stagnation de longue durée qui s'est installée en Occident, particulièrement en Europe et plus particulièrement en France, est largement provoquée par les dysfonctionnements du système des changes flottants et de l'Eurosystème. Il faut sortir du silence et contribuer aux changements nécessaires par une diplomatie déterminée.

Conclusion

Oui, il est indispensable que nous retrouvions au plus vite les 600 milliards d'euros de production qui nous manquent. Les leviers pour les obtenir existent. Ils sont puissants. Pour cela il faut briser les obstacles qui empêchent de les utiliser. Ce sera l'essentiel du contenu du projet **600 milliards plus** que nous proposons à la discussion pour que le mouvement issu du gaullisme sorte de sa paralysie et tienne à nouveau un langage fort.

Comme pour le projet **EQUILIBRE**, c'est un projet ouvert qui permet toutes les alliances et les coalitions à la condition qu'elles se forment autour des programmes à mettre effectivement en œuvre. Les conflits d'ambitions personnelles existent et ne sont pas illégitimes. Il ne faut pas qu'ils paralysent le nécessaire dialogue démocratique avec les électeurs qui doivent savoir précisément ce pourquoi ils votent et ce qui sera mis en œuvre.

Nous allons avoir besoin de toutes les forces disponibles pour assurer le redressement rapide de la situation française. La nouvelle organisation de LR, et que nous proposons d'appeler Forces Françaises Libres devra inviter toutes les diasporas issues du mouvement historique fondateur de la cinquième République à revenir aider au succès des projets déterminants proposés. Qu'ils franchissent à nouveau le Rubicon. Ce ne sera pas pour y pêcher à la ligne.



Une histoire et une aventure à reprendre